

*Énergie—Conservation*

Pour être juste, je dois faire remarquer que le gouvernement a eu des velléités en ce sens, en supprimant, par exemple, la taxe de vente sur du matériel consommateur d'énergie comme les bateaux à moteur. Mais, même là encore, le moment exact de la suppression de la taxe a suscité une vive controverse. Cette mesure s'appliquait également aux autoneiges et à quelques engins du genre, mais il s'agissait là de mesures marginales qui ne pouvaient toucher qu'une petite partie des utilisateurs d'énergie. Le gouvernement créa également un bureau de la conservation de l'énergie, dont les activités, depuis son établissement, restent un mystère.

Que devrait faire le Gouvernement? Il y aurait eu de nombreuses possibilités. On aurait certainement pu, par exemple, modifier le régime fiscal applicable aux automobiles en cherchant à encourager l'utilisation de voitures plus efficaces. A New York, par exemple, la Fondation Ford a publié un rapport soulignant que tout pays vraiment soucieux d'économiser l'énergie devrait exiger que d'ici à 1980, toutes les voitures vendues ne consomment pas plus qu'un gallon d'essence aux 20 milles. Le gouvernement actuel n'a pris aucune mesure en ce sens. Il n'a rien fait pour limiter la vitesse. Le gouvernement des États-Unis s'est attelé à cette tâche il y a plus d'un an. Enfin le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Gillespie) va rencontrer les premiers ministres des provinces le 12 décembre et s'entretiendra avec eux de la question de la réduction des limites de vitesse, mais deux ans trop tard.

Est-ce que le gouvernement a vraiment essayé de faire quelque chose de positif en ce qui concerne les transports urbains au Canada? Il ne l'a pas fait. A-t-il fait preuve de la moindre originalité dans la mise au point de politiques fiscales visant à encourager l'usage en commun des voitures? Rien n'a été fait dans ce sens. Voyons-nous le moindre programme fiscal ou autre qui soit propre à favoriser le transport des marchandises par chemin de fer? Certainement pas. Le gouvernement n'a absolument aucun programme visant à la conservation de l'énergie dans le secteur des transports. Qu'est-ce que le gouvernement a fait pour la conservation de l'énergie dans le secteur du logement? Son principal programme établi récemment consiste à stimuler la construction de logements, mais ce programme ne prévoit absolument rien concernant la conservation de l'énergie. Le gouvernement a-t-il avantagé des personnes qui ajoutent à l'isolation thermique de leur maison? Il ne l'a pas fait. On penserait presque que le ministre d'État chargé des Affaires urbaines (M. Danson) n'a jamais entendu parler, et c'est peut-être vrai, de la nécessité au Canada de conserver l'énergie. Y a-t-il quelque chose dans le programme qui assure de subventions à ceux qui construisent des maisons chauffées au moyen de l'énergie solaire? Absolument rien.

Donc, rien n'a été fait pour conserver l'énergie, qu'il s'agisse des transports ou de la construction de logements. Rien ne s'est fait non plus dans le secteur de l'usage industriel de l'énergie. On en conclut que le gouvernement ne prend pas cette question au sérieux, qu'il ne croit pas vraiment que la conservation de l'énergie soit une question importante pour nous, malgré le fait que nous ayons un accroissement de la consommation énergétique bien plus prononcé que tout autre pays au monde.

On prétend, et c'est ce que le gouvernement pourrait bien prétendre, que la seule façon efficace d'économiser l'énergie c'est de laisser augmenter les prix. En fait, l'ancien ministre des Finances a répété à plusieurs reprises qu'il importait de laisser augmenter le prix de l'énergie car

ce serait un moyen de l'économiser. J'ai attendu longtemps que le ministre des Finances (M. Macdonald) ou le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Gillespie) communiquent au Parlement ou publient des études suggérant que l'augmentation des prix entraînerait une économie de l'énergie. Bien sûr, rien n'est venu.

Le fait est que la plupart des études réalisées semblent indiquer que l'augmentation des prix ne changera pas vraiment la consommation d'énergie. Cela pourrait modifier le niveau d'ensemble des activités économiques, mais en soi les prix ne peuvent influencer pour la peine sur la consommation d'énergie. Notre parti a souvent répété qu'il fallait être prudent à l'égard des hausses de prix étant donné qu'elles auraient des conséquences différentes d'une région à l'autre selon le revenu des gens. Mais il reste que l'important ce n'est pas tellement d'augmenter le prix de l'énergie pour l'économiser, mais de s'assurer que l'exploitation rapporte assez aux producteurs, prospecteurs et exploitants pour qu'ils continuent à rechercher les sources d'énergie dont nous avons besoin. Malheureusement, et c'est tragique, depuis deux ans le gouvernement a décidé de profiter de l'énergie pour obtenir des recettes fiscales au lieu de se demander comment nous allons produire l'énergie dont nous aurons besoin dans les années à venir.

Nous sommes maintenant dans la situation incroyable où notre pays qui devrait se suffire en énergie surtout grâce aux carburants fossiles peut connaître une pénurie et devoir importer de l'énergie d'ici quelques années. A l'heure actuelle, nous gaspillons nos ressources énergétiques, nous n'avons aucun programme pour augmenter nos réserves et nous n'avons jamais cherché à résoudre efficacement le problème de la conservation. Nous ne cherchons même pas sérieusement d'autres sources d'énergie au pays. Je le répète, la somme totale que nous consacrons à la recherche et à l'exploitation des sources d'énergie est d'environ 1.2 million de dollars réparti dans sept ministères. Dans ces conditions, évidemment, on ne fait aucun travail sérieux.

● (1520)

Mon collègue, le député de Qu'Appelle-Moose Mountain (M. Hamilton), reprendra le thème des formes d'énergie de remplacement dans la suite de ce débat, mais l'argument fondamental est que le groupe de travail sur la recherche et l'exploitation de l'énergie a déclaré et affirmé clairement que la recherche et la mise au point de modes de conservation d'énergie avaient été négligées au Canada, alors qu'elles devraient constituer l'un des points forts d'un programme de conservation de l'énergie. Le groupe de travail déclare très nettement que le gouvernement devrait consacrer environ 10 millions de dollars par an à la recherche et à l'élaboration de modes de conservation de l'énergie, alors qu'il n'y consacre actuellement que 1.2 million de dollars.

Est-ce que cela change quelque chose, est-ce qu'il est important que nous ayons un programme de conservation de l'énergie ou que nous fassions quelque chose pour conserver notre énergie dans les années qui viennent? Bien sûr. Tout d'abord, nous risquons de voir s'épuiser nos sources d'énergie. Il est invraisemblable de songer que le Parlement, que le gouvernement actuel surtout, se préoccupe si peu de ses devoirs vis-à-vis des générations à venir qu'il admette l'éventualité d'un épuisement des ressources énergétiques du Canada; or, ce manquement à nos engagements envers les générations futures, il l'aura autorisé et nous-mêmes l'aurons ratifié si nous continuons à gaspiller nos ressources.